

Dernière mise à jour le 25 octobre 2023

Quelles conséquences financières lorsque la prise d'acte produit les effets d'un licenciement sans cause réelle et sérieuse en 2023 ?

Lorsqu'une prise d'acte produit les effets d'un licenciement sans cause réelle et sérieuse, les conséquences financières peuvent être lourdes. Notre fiche pratique vous explique avec 1 exemple chiffré.

Sommaire

- Les principes de base : rappel
- Prise d'acte : les griefs invoqués
- Exemple chiffré
- Présentation du contexte
- Conséquence 1 : indemnité de licenciement
- Conséquence 2 : indemnité compensatrice de préavis + ICCP
- Conséquence 3 : application barème indemnité prud'homale

Les principes de base : rappel

Prise d'acte : les griefs invoqués

La prise d'acte de rupture du contrat de travail par le salarié implique que ce dernier invoque des griefs envers son employeur.

Ainsi les griefs invoqués doivent être suffisamment importants pour qu'ils puissent ensuite être reconnus « fondés » par le conseil de prud'hommes.

Les conséquences sont importantes :

1. Les griefs sont fondés : la prise d'acte **produit les effets d'un licenciement sans cause réelle et sérieuse** ou d'un licenciement nul, avec toutes les conséquences financières qui en découlent ;
2. Les griefs ne sont pas fondés : la prise d'acte **produit les effets d'une démission**.

C'est en quelque sorte une sorte de « pari sur l'avenir » que prend le salarié en rompant le contrat de travail par ce mode.

Exemple chiffré

Présentation du contexte

Supposons la situation suivante :

- Le salarié est entré dans l'entreprise le 15/01/2010 ;
- Il prend acte de la rupture de son contrat de travail le 8/09/2023 ;
- La prise d'acte produit les effets d'un licenciement sans cause réelle et sérieuse ;

- L'entreprise compte 19 salariés ;
- Compte tenu de son ancienneté, le salarié peut prétendre à un préavis de 3 mois en cas de licenciement ;
- Le salaire de référence est estimé à 2.000 € (méthode des 3 ou 12 mois).

Conséquence 1 : indemnité de licenciement

Le salarié peut prétendre au paiement d'une indemnité de licenciement, que notre outil vous propose dans sa détermination légale (il conviendra de chiffrer également l'indemnité de licenciement conventionnelle, en retenant la plus favorable).

Entreprise	Salarié		
Calcul Indemnité de licenciement légale			
Chiffrage indemnité légale licenciement motif personnel		Prise d'acte réalisée depuis le 27 septembre 2017	
		Licenciement motif personnel	
		Cause réelle et sérieuse	
Date entrée	vendredi 15 janvier 2010		
Date prise acte	vendredi 8 septembre 2023		
Ancienneté à la notification	13 an(s)	7 mois	25 Jours
Ancienneté à la notification	13 ans, 7 mois, 25 jours		
Périodes non assimilées à travail effectif	an(s)	mois	Jours
Périodes non assimilées à travail effectif	an(s)	mois	Jours
Ancienneté "nette" à la prise acte	13 an(s)	7 mois	
Ouverture droit ind licenciement ?	OUI		
Date sortie du salarié	vendredi 8 septembre 2023		
Ancienneté à la sortie du salarié	13 an(s)	7 mois	25 Jours
Ancienneté en détails	13 ans, 7 mois, 25 jours		
Périodes non assimilées à travail effectif	an(s)	mois	Jours
Ancienneté "nette" à la sortie du salarié	13 an(s)	7 mois	
Valeur salaire de référence:			
Méthode 3 mois	2 000,00	Inscrire la valeur moyenne 3 mois de salaire avant notification licenciement (Cour de Cassation 2009).	
Méthode 12 mois	2 000,00	Inscrire la valeur moyenne des 12 mois (ou moins) de salaires avant notification licenciement.	
A retenir	2 000,00		
Indemnité de licenciement	7 388,89		

Conséquence 2 : indemnité compensatrice de préavis + ICCP

Le salarié peut également prétendre au paiement d'une indemnité compensatrice de préavis, identique à celle prévue en cas de licenciement.

Notre outil vous propose alors (chiffrage selon le salaire de référence retenu pour chiffrer l'indemnité de licenciement légale).

Compte tenu du fait que le salarié peut prétendre au paiement d'une indemnité compensatrice de préavis, une indemnité compensatrice de congés payés est également versée (elle est calculée au 1/10^{ème} de l'indemnité compensatrice de préavis).

Conséquence 3 : application barème indemnité prud'homale

Les valeurs minimales et maximales suivantes vous sont proposées, ainsi que le report de l'ancienneté.

Entreprise	Salarié		
Les effets de la prise d'acte de rupture du contrat de travail en 2023			
Vous choisissez les conséquences de la prise d'acte dans la liste suivante:		La prise d'acte produit les effets d'un licenciement sans cause réelle et sérieuse (entreprise comptant 11 salariés et plus)	
L'indemnité de licenciement est due, l'ancienneté est constatée à la prise d'acte			
Valeur indemnité légale	7 388,89 €		
L'indemnité compensatrice de préavis est due (idem préavis en cas de licenciement)			
Indiquer durée préavis (en mois)	3	Salaire de référence	2 000,00 €
Valeur indemnité compensatrice de préavis	6 000,00 €		
valeur indemnité compensatrice CP s/préavis	600,00 €		
Application barème indemnités prud'homales (ordonnance n°2017-1387 du 22/09/2017)		Ancienneté salarié (années pleines)	
Valeur indemnité minimale (en mois de salaire brut)	3 mois	13 an(s)	Soit la somme de... 6 000,00 €
Valeur indemnité maximale (en mois de salaire brut)	11,5 mois		Soit la somme de... 23 000,00 €